

# Débat public La retraite :

A quel âge ? Pour quel niveau de vie ?

Selon quel financement ?

Et vous, qu'en pensez-vous ?

## VENDREDI 23 AVRIL

De 18h à 20h

Université de La Garde Amphi 400

Renseignements : 04.94.20.87.33

FSU, CGT, UNSA, Solidaires, CFDT

VERS UN GRAND  
1ER MAI  
REVENDICATIF



# Participez aux manifestations du 1er MAI

Infos : 04.94.20.87.33 [Http://83.snuipp.fr](http://83.snuipp.fr)

## Sommaire

Page 1 Édito, RISTT.

Page 2 Action, CTPD.

Page 3 Carte scolaire, témoignages.

Page 4 Paritarisme.

Page 5 Dossier Retraites.

Page 9 CAPD 30 mars..

Page 10 Congrès SNUipp, bébé  
consigne, circulaire rentrée.

Page 11 Tendances.

Page 12 Petite enfance FSU et CGT.

Directeur de la publication

André TOUVIER

Mensuel : n° 212

Prix au numéro : 0,76 €

N° de commission paritaire :

0 510 S 07337

Imprimé par Manugraph La Seyne

Section départementale du SNUipp

Immeuble Le Rond Point

Av. Pierre et Marie Curie

83160 LA VALETTE

Tél: 04.94.20.87.33 Fax: 04.94.20.87.34

E-mail : [snu83@snuipp.fr](mailto:snu83@snuipp.fr)

Site : <http://83.snuipp.fr>

## Restons unis !

La grève du 23 mars a une fois de plus prouvé le mécontentement général face aux attaques incessantes du gouvernement (emplois, salaires, retraites,...) : journée largement réussie avec 2 collègues varois sur 3 en grève. Être en grève est une action importante et nous devons redescendre dans la rue pour faire reculer ce gouvernement ! Venez donc nombreux aux manifestations du 1er mai, moments revendicatifs et conviviaux.

Nous devons être présents et nous battre sur tous les fronts. La loi Fillon sur les retraites, qui a pour but de « favoriser la prolongation d'activité », touche de plein fouet les enseignants du 1er degré, pour lesquels la décote concerne 30 % des actifs, là où la surcôte ne concerne que 6%... Encore des économies faites sur notre dos par le gouvernement, à moins que nous nous tuions à la tâche avant...

Pour « équilibrer » cette loi et faire passer la pilule, l'annonce de revalorisation du corps enseignant -... mais seulement pour les jeunes collègues- ne leurre personne ! Quel trompe l'œil ! Encore une manipulation du gouvernement qui n'a pour but que de diviser la profession avec des grilles de salaires, qui pour le même métier se

trouvent au nombre de 4 ! Ne soyons pas dupes, si le gouvernement avait mis en place une vraie politique de revalorisation de notre métier, tous les collègues en auraient profité. Le SNUipp dénonce ces mesures profondément inégalitaires qui laissent 3 enseignants sur 4 sans revalorisation. Pour rappel, ce plan de 196 millions d'euros est à mettre en parallèle avec le coût de la défiscalisation des heures supplémentaires (340 millions d'euros) et est financé par la suppression de 16 000 postes (496 millions d'euros), pour l'essentiel des postes de stagiaires.

C'est pourquoi nous devons rester solidaires, renforcer le SNUipp-FSU, 1er syndicat dans les écoles et les IUFM. Car, ensemble nous sommes plus forts et nous pouvons faire reculer le gouvernement. Syndiquez-vous au SNUipp!

Virginie JACQUET  
Membre du bureau  
départemental  
du SNUipp-FSU



# 2 instits sur 3 en grève le 23 mars

**Retraites, emplois, salaires : poursuivre pour faire reculer le gouvernement !**

Après un camouflet lors du premier tour des élections régionales et une journée de grève et de mobilisations très réussie le 23 mars dernier, le gouvernement s'entête. Il n'entend pas le rejet de sa politique ni les inquiétudes des salariés et des chômeurs face à la crise économique et sociale, il ne tient pas compte des revendications qui s'expriment.

Le gouvernement continue son train de « réformes » et maintient le cap.

Nous aussi !

Pour la FSU, la situation actuelle de la Fonction publique impose d'inverser la politique menée. Il est urgent d'en finir avec les suppressions d'emploi et le recours à la précarité et de



créer le nombre de places aux différents concours nécessaire à un recrutement à la hauteur des besoins. Au moment de l'agenda social de la Fonction publique, les questions de pouvoir d'achat et de salaires restent

prégnantes pour l'ensemble des personnels. Mais au-delà de la proposition d'un agenda, les annonces faites s'inscrivent dans la continuité de la politique actuelle : aucune amélioration du niveau des salaires et du

pouvoir d'achat pour l'ensemble des fonctionnaires, aucune remise en cause de la suppression d'un fonctionnaire sur deux, mise en œuvre de mesures d'individualisation des carrières au lieu de mesures collectives...

La FSU reste attachée à ce que la Fonction publique reste bien au service de l'intérêt général en répondant aux besoins actuels de tous les usagers et à l'amélioration des conditions de travail des personnels. C'est pourquoi nous devons continuer à nous mobiliser et que nous devons faire du 1er mai une journée forte en mobilisations et revendications !



**Ne restons pas les bras croisés !**  
**Syndiquez-vous au SNUipp-FSU !**

## Rentrée 2010 : ça s'annonce mal...

**Après 4 heures de CTPD et 3 heures de CDEN en préfecture, l'IA a fait connaître ses décisions.**

### BRIGNOLES

- 1 Fermeture : élémentaire Garéoult
- 4 Ouvertures : maternelles Néoules, Roquebrussane, et élémentaires Méounes, Cabasse.
- Le SNUipp a demandé des ouvertures dans les maternelles Carces et Rocbaron.

### CUERS

- 2 Fermetures : élémentaires J. Aicard Solliès-Ville et J. Moulin Solliès Pont.
- 2 Ouvertures : maternelles Collobrières et Pignans.

### DRAGUIGNAN

- 5 Ouvertures : maternelles Écureuils (2 postes), J. Brel Draguignan et élémentaires Mistral, J. Brel Draguignan.

### FREJUS

- 2 Fermetures : élémentaires Giono Fréjus, Petit Défend St Raphaël.
- 1 Ouverture : maternelle Dolto Fréjus.

### HYERES

- 5 Fermetures : maternelle Buisson Hyères, élémentaires Excelsior Hyères, Legouhy Lavandou, Rayol Canadel, primaire Borrels Hyères.
- Le SNUipp a demandé une ouverture à l'élémentaire des îles d'Or Hyères.

### LA GARDE

- 4 Fermetures : maternelles Rolland Carqueiranne, Delplace La Garde, élémentaires J. Aicard La Crau, Giono La Crau.

- 1 fermeture à étudier : maternelle St Exupéry, Carqueiranne
- Le SNUipp a demandé une ouverture à l'élémentaire Pagnol La Crau.

### LA SEYNE

- 1 Ouverture : maternelle Hugo La Seyne.
- Le SNUipp a demandé des ouvertures dans les élémentaires Hugo La Seyne et Clément St Mandrier.

### LE MUY

- 1 Fermeture : maternelle Carbonnel Vidauban.
- 1 Ouverture : élémentaire Vidal Les Arcs.

### SIX FOURS

- 1 Fermeture : maternelle Oliviers Ollioules.

### ST MAXIMIN

- 1 Fermeture : élémentaire Ferrage Nans les Pins.
- Le SNUipp a demandé une ouverture dans la maternelle Grand Pin de St Maximin.

### ST PAUL

- 2 Ouvertures : élémentaire Seillan, maternelle La Colombe Fayence

### STE MAXIME

- 3 Fermetures : maternelle Escouletto St Tropez, Petits Bouchons Garde Freinet, élémentaire Gassin.
- 2 Ouvertures : maternelle Virgiles Ste Maxime, et élémentaire La Source Garde Freinet.
- Le SNUipp a demandé une ouverture à l'élémentaire Janin Roquebrune.

### TOULON 1

- 3 Fermetures : primaire Lagoubran, Valbourdin, Les Moulins.

### TOULON 2

- 1 Fermeture : élémentaire Tauriac

### TOULON 3

- 1 Fermeture : élémentaire Remparts.
- 1 Ouverture : élémentaire St Louis.

### SUD STE BAUME

- 3 Fermetures : maternelle La Cadière, élémentaires Picotières Sanary, Pagnol Signes.

### VAR ASH

- 3 Fermetures : école du Foyer de l'enfance du Pradet (2 postes), Pomponiana

### Hyères

- 3 Ouvertures : 1 poste SESSAD implanté IME Jardin D'Asclepios Fréjus, 2 postes SAAAIS.

### DIVERS

- 14 Fermetures de postes de TMB-FC.
- 1 Fermeture CRI Longepierre Toulon et 1 Ouverture CRI J. Aicard La Farlède.
- 1 Fermeture poste exceptionnel élémentaire Giono Fréjus.
- 0.50 Fermeture poste service partagé IUFM à Six Fours.
- 0.25 Fermeture décharge particulière direction élémentaire Giono Fréjus.
- 0.25 Fermeture décharge particulière direction élémentaire Cousteau Toulon.
- 0.25 Ouverture décharge particulière direction élémentaire Issambres.
- 0.75 Ouverture MAI nouvelle circonscription Garéoult.
- 2 Ouvertures Conseillers pédagogiques nouvelle circonscription Garéoult.
- 1 Ouverture Conseiller pédagogique Langue vivante.

### AUTRES MESURES

- Redéploiement des RASED dans chaque circonscription.
- Fléchage de 20 nouveaux postes Langue vivante.

# Rentrée 2010 : le Var mal en point

**Réduction de l'offre de l'enseignement, diminution des moyens pour lutter contre l'échec scolaire, dégradation des conditions de travail et d'enseignement. Qui dit mieux ?**



24 mars devant l'IA à l'appel du SNUipp.

Pour la rentrée prochaine, 16000 suppressions sont prévues dans notre ministère : 18202 suppressions d'emplois de stagiaires et 600 suppressions d'emplois d'administratifs. Notons que 476 créations

d'emplois ont été possibles dans l'enseignement privé « en application du principe de parité », écrit le ministère qui ne manque pas d'air, dans la droite lignée des attaques contre la laïcité du

président Sarkozy. Du fait de la suppression des PE2, l'école perdra plus de 1000 postes alors que 5766 élèves en plus sont attendus. Au niveau départemental, les 6 postes attribués ne comblent

même pas les postes rendus nécessaires par la création de la nouvelle circonscription de Garéoult (2 conseillers pédagogiques et un MAI), le maintien des 64 décharges de direction des écoles à 4 classes (16 postes) et la régularisation des mesures de carte scolaire de l'an dernier (3 postes). L'IA a dû renoncer au passage à temps plein des 18 MAI...

L'enseignement spécialisé est particulièrement visé avec l'abandon par l'État de son engagement éducatif au foyer de l'enfance du Pradet, par exemple. Les maternelles sont

aussi en ligne de mire, alors que le Var fait déjà figure de mauvais élève concernant la scolarisation des enfants de deux ans. Par ailleurs, alors que notre administration annonçait de la transparence par l'intermédiaire de Base élèves, il s'avère que les chiffres retenus sur les élèves actuellement en classe ne correspondent pas toujours à la réalité.

Les parents et les personnels ne s'y trompent pas. Ils se sont mobilisés ces dernières semaines. Le SNUipp est à leurs côtés.

## La lutte, ça paye !

**Témoignages d'enseignants des Mayons et de la maternelle Semard La Seyne qui se sont mobilisés et ont obtenu le maintien des classes menacées dans leurs écoles.**

### Paul Garcia, Les Mayons

#### Comment s'est construite la mobilisation ?

Lorsque j'ai appris qu'il était question d'une suppression de classe (dès le 18 décembre, avant les vacances de Noël), par le SNUipp et confirmation de l'IEP, j'ai rassemblé toutes les informations concernant les prévisions des effectifs pour la rentrée prochaine. Un conseil d'école extraordinaire a été programmé pour le 22/02/10. Jusqu'à cette date j'ai envoyé régulièrement à l'IEP et au SNUipp le suivi des effectifs de rentrée pour 2010/2011. Le jour du conseil d'école extraordinaire, 15 personnes étaient présentes (le Maire, l'adjointe aux écoles, des Parents d'élèves nombreux, les enseignants, le DDEP). A l'issue du conseil le soutien pour le maintien des quatre classes était unanime. La mairie décidait de transmettre des courriers aux autorités responsables, les parents d'entamer des actions. Les Parents d'élèves ont donc agi de différentes manières: en demandant un rendez-vous auprès des élus pour assister à une délibération du conseil municipal à ce sujet. En élaborant une pétition pour le maintien des 4 classes (plus de 300 signatures pour une population de moins de 700 habitants). Le 11 mars, une manifestation était organisée devant l'école par les Parents d'élèves (article paru dans Var matin le 12/03/10). Le 24 mars une délégation de Parents d'élèves avec des enfants et le directeur de l'école s'est déplacée à l'Inspection pour rejoindre le cortège que vous aviez organisé. Pour chaque manifestation des panneaux et banderoles étaient au rendez-vous. Voilà pour la mobilisation qui a été sans faille.

#### Quels éléments ont été déterminants ?

Ces éléments trouvent leurs réponses dans le développement précédent. Il s'agit clairement d'une action menée de front avec le concours des parents d'élèves, du SNUIPP qui a suivi de près toutes les étapes, des élus, des enseignants et des arguments et du soutien de l'IEP qui connaît bien la situation de la commune des Mayons.

#### Votre lutte victorieuse a-t-elle modifié quelque chose au sein de l'école ?

Cette réussite a certainement apporté un resserrement des liens entre toutes les personnes qui oeuvrent pour l'équilibre de l'école. Une grande satisfaction sur le bien fondé de toutes actions menées. Car chacun avait bien compris l'enjeu et les conséquences pour l'avenir de l'école rurale des Mayons dans le respect de la continuité d'un enseignement de qualité pour les élèves. Une dynamique a réellement fonctionné au sein de toute l'école.

### Nathalie Chiche, La Seyne

#### Comment s'est construite la mobilisation ?

Dans notre école, nous sommes sensibles aux fermetures de classe ainsi qu'aux effectifs depuis de nombreuses années. Depuis mon arrivée dans l'école en septembre 2003, la menace de fermeture de classe plane chaque année. Nous sommes soutenus par les parents d'élèves avec lesquels nous entretenons une relation d'information, de confiance et de respect tout au long de l'année. Cette relation est établie grâce aux réunions où nous expliquons l'intérêt de la scolarisation des enfants dès 2 ans, avec le visionnage d'un film montrant le déroulement d'une journée de classe, ainsi qu'avec les journées portes ouvertes où les parents peuvent assister à la classe. Leur attention est souvent retenue par les effectifs des classes, où nous essayons de maintenir un maximum de 18 élèves dans les toutes petites sections (classe de 2 ans) et 22 dans les autres niveaux. Les parents prennent conscience de l'importance de l'école maternelle pour l'avenir de leurs enfants.



#### Quels éléments ont été déterminants ?

Cette année nous avons choisi d'exposer et d'expliquer le travail effectué dans les classes de tout-petits au travers d'une exposition ouverte aux parents, à la mairie, à l'AGEEM, à notre IEP et aux enseignants de notre circonscription. Ce fut un franc succès avec une couverture médiatique qui aura permis de nous faire entendre. D'autant qu'à la rentrée prochaine, de nouvelles constructions faisant partie de notre secteur seront occupées et amèneront inévitablement à de nouvelles inscriptions dans l'école.

#### Votre lutte victorieuse a-t-elle modifié quelque chose au sein de l'école ?

Comme je vous le disais précédemment nous n'en sommes pas à notre première bataille. Parents et enseignants savent maintenant que l'on ne gagne pas à tous les coups mais que l'on peut se faire entendre et que la pertinence de nos arguments vaut la peine d'être défendue.

## Conseil de formation du 1er avril

Cette réunion avait pour but de dessiner les contours des futurs stages de formation continue pour l'année à venir. Le SNUipp intervient et vous rend compte.

Les échanges entre toutes les composantes du métier (IENA, IEN, IUFM, Conseillers pédagogiques, PEMF et élus de personnels du SNUipp) ont cependant été basés sur 2 hypothèses que sont le nombre d'étudiants en master 2 dans le département ainsi que le maintien des crédits dévolus à la formation continue à hauteur de ceux de cette année scolaire. L'administration espère pouvoir compter sur 200 étudiants et ainsi pouvoir proposer 10 stages

de 2 semaines, si tant est que les moyens financiers soient au rendez-vous.

Plusieurs thèmes seront proposés comme l'évaluation, les langues vivantes, l'histoire des arts...

Vos élus du personnels du SNUipp ont une fois de plus œuvré pour que le plus grand nombre de collègues puisse partir en formation continue et ont du reste obtenu que bon nombre de stages soient ouverts à tous les publics.

## Revalorisation

Les mauvais comptes d'un mauvais gouvernement...



Les deux premiers échelons de la grille indiciaire sont supprimés. A partir du concours 2010, les futurs enseignants entreront directement à l'échelon 3, ce qui représente une augmentation pour ces derniers de 157 euros mensuels. Mais il faut rappeler qu'ils auront à faire une année d'étude supplémentaire, non rémunérée elle. Pour les enseignants déjà en poste, la revalorisation se fait par un changement d'indice des échelons 3, 4 et 5. Les enseignants à l'échelon 3 et 4 toucheront 57,68 euros mensuels nets de plus (15 pts d'indice supplémentaires). Ceux à l'échelon 5 toucheront 53,82 euros mensuels nets supplémentaires (passage de l'indice 439 à 453). Le ministre a repoussé à 2011 une éventuelle revalorisation des échelons 6 et 7 en fonction des « économies réalisées avec les suppressions de postes ». Tout en reconnaissant le problème de l'accès insuffisant des professeurs à la hors classe, il a écarté pour 2010 toute mesure concernant le milieu ou la fin de carrière.

Pour le SNUipp l'annonce, sans aucune concertation préalable, de ces mesures par le Ministère, ne saurait masquer les seules volontés d'économies. En effet, ce dispositifs coûtera 196 millions d'euros à l'État alors que la suppression de 16000 postes dans l'Éducation Nationale dégagera, pour on ne sait quoi, la bagatelle de 460 millions d'euros...

**U.**

## Postes bloqués au Mouvement

C'est bien connu, dans le Var on ne fait rien comme ailleurs, même au plus haut niveau de notre administration puisque contrairement à la quasi totalité de ses confrères, notre Inspecteur d'Académie a décidé de bloquer des postes pour les lauréats aux futurs concours.

Le SNUipp 83, s'appuyant sur la circulaire du 25/02/2010 et le BO numéro 13 du 1er avril 2010 a interpellé le Ministère afin d'alerter de ce non respect des textes et demander que les textes soient respectés, y compris dans le Var...



## Étudiants en stage de responsabilité : lettre aux parents

Le SNUipp appelle les enseignants des écoles à informer les parents d'élèves sur ce scandale.



### Aux parents d'élèves

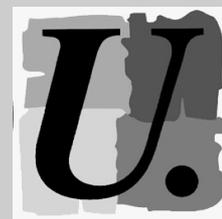
Face aux insuffisances des recrutements et aux suppressions de postes, le ministère de l'Éducation nationale prétend cacher le manque d'enseignants en offrant aux étudiants se destinant au métier d'enseignant l'occasion de se former sur le terrain. C'est sans doute la pire des méthodes de formation : sans préparation, sans connaissance préalable de la classe, sans réflexion postérieure au stage, sans bénéficier de l'expérience de l'IUFM. Prendre en charge une classe de maternelle ou de CM2 ne s'improvise pas : cela demande connaissance des niveaux, de la gestion d'une classe et professionnalisme. La réussite des élèves ne peut s'accommoder de bricolages aussi irresponsables !

Nous dénonçons vigoureusement cette utilisation d'étudiants comme moyen de remplacement et demandons au ministre de faire cesser ce dispositif. Des recrutements d'enseignants formés sont nécessaires dans l'intérêt de votre enfant.

**L'enseignant-e de votre enfant.**



# Retraites



## Dossier spécial SNUipp

### Pour une vraie réforme des retraites : non à la régression, oui au progrès social !

**Retraite de Henri Proglio (EDF / Veolia) : 1 million d'euros par an. 7 milliards d'euros de bonus distribués par les banques britanniques à leurs opérateurs. 1 milliard aux traders de la place de Paris. 8 milliards de bénéfices pour Total. Des salaires de patrons indécents. Sans oublier le bouclier fiscal... On nous prend pour quoi déjà ?**

La liste serait longue pour montrer le véritable fossé qui sépare une infime minorité qui accumule avantages et richesses et la masse des citoyens actifs ou retraités qui voient leurs revenus baisser (quand ils en ont !) et leur protection sociale attaquée de tous bords.

La Fonction Publique, les fonctionnaires sont dans le collimateur de nos gouvernants : suppressions de postes, formation des futurs enseignants, réforme du milieu hospitalier, remise en cause du statut de fonctionnaire par la possibilité de licenciements en cas de refus de mutation, détérioration de l'assurance maladie, retraites...

L'année 2010 devrait être une année de remise à plat en ce qui concerne les retraites et leur avenir. Sous couvert d'assurer la pérennité du système par répartition, le gouvernement entend mettre en place des réformes qui ne feront qu'aggraver le sort des retraités.



Parmi les « possibilités » envisagées pour reformer les régimes des retraites, outre l'allongement du temps de cotisation, le recul de l'âge pour faire valoir ses droits à retraite, la remise en cause des droits des mères de trois enfants et plus, on voit poindre de nouveau pour les fonctionnaires l'instauration d'une condition de ressources et d'une condition d'âge pour les pensions de reversions et le calcul du montant de la

pension non plus sur les 6 derniers mois mais sur les 10 ou 25 meilleures années. Cette dernière possibilité serait très pénalisante. Pour illustrer le propos, prenons l'exemple d'un Professeur d'Ecole qui prend sa retraite à 57 ans le 1/9/2010. Il a alors 36 ans et 11 mois d'ancienneté de services et il est au 11ème échelon depuis deux ans. Son taux de remplacement est de 68,9%.

Exemple frappant pour montrer avec quelle rigueur on demande aux travailleurs de participer à l'effort de redressement alors que les plus nantis continuent à s'enrichir et sont traités avec bienveillance (sans doute parce qu'ils sont « plus méritants » ?).

#### La lutte, ça paye !

Mais cet exemple montre aussi comment la lutte en 2003 a permis de limiter les attaques contre nos retraites alors que le calcul sur les 6 derniers mois étaient déjà menacés.

Raison de plus pour se mobiliser, résister et imposer une vraie réforme non pas synonyme de régression sociale comme à chaque fois qu'ils utilisent ce mot mais pour une amélioration du système pour tous, en prenant l'argent de la spéculation pour l'affecter à des dépenses sociales !



#### Tableau projectif des différentes possibilités

Pension calculée sur :	En brut	
L'indice des 6 derniers mois (658)	2090 €	
L'indice moyen des 10 meilleures années (586)	1861 €	Soit 11% de perte
L'indice moyen des 25 meilleures années (518)	1645 €	Soit 22% de perte

# Face aux mensonges sur le déficit la « faillite », les chiffres !

**Il faudrait trouver entre 60 et 110 milliards d'€uros en environ 40 ans ?**

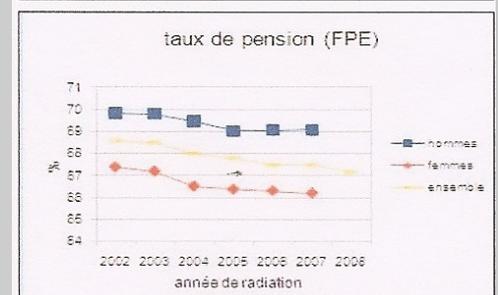
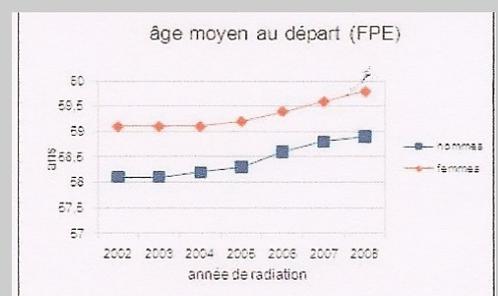
1. En 8 ans, les cadeaux fiscaux aux plus riches ont augmenté de 40 milliards d'€uros soit 5 milliards d'€uros par an !
2. BNP Paribas a dégagé en un semestre 1 milliard d'€uros pour quelques centaines de « traders » !
3. En 20 ans, la part des cotisations des entreprises pour la retraite est passée de 40% à 10,5% !
4. En 10 ans, les 500 plus grosses fortunes françaises ont vu leurs revenus passer de 6% du PIB à 14%... soit un gain de 160 milliards d'€uros !
5. Le coût fiscal pour la France des paradis fiscaux se monte entre 50 et 60 milliards d'€uros !
6. Les exonérations de cotisations sociales qui, d'après la Cour des Comptes, ne servent pas à l'emploi et à la formation : 25 milliards d'€uros !
7. 4 millions d'emplois (nombre de chômeurs plus près de la réalité), c'est près de 80 milliards d'€uros de cotisations dans les caisses et des économies de « traitement social » !
8. Élargir l'assiette des cotisations aux revenus financiers des entreprises procurerait 20 milliards d'€uros !
9. Une étude réalisée il y a deux ans sur le stress au travail a montré qu'il coûte 60 milliards d'€uros !
10. En 25 ans, le PIB va pratiquement doubler et passer d'environ 2000 milliards d'€uros à environ 4000 milliards d'€uros.
11. Le total des exonérations fiscales et sociales, certains avantages fiscaux indus accordés à une certaine épargne par capitalisation représentent 140 milliards d'€uros chaque année !
12. Et 100 000 emplois = 2 milliards de cotisations sociales de plus !
13. De 1960 à 2008, la productivité horaire du travail combinée aux avancées technologiques a augmenté de 70%. Mais la part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés non financières a diminué de 8,8%. Par contre, la part des profits a augmenté de ce même montant de 8,8% et à l'intérieur de cette part, celle consacrée au versement de dividendes aux actionnaires est passée de 3,1% à 8,4% !
14. Le Conseil d'Orientation des Retraites évalue à 0,3% le gain de productivité annuel nécessaire pour maintenir le rapport entre le revenu moyen des retraités et celui des actifs pour le demi-siècle à venir. Or, ce même Conseil, s'appuyant sur des prévisions officielles, évalue le gain de productivité annuel possible à 1,8% !

**Et après tout ça, on voudrait nous faire croire que l'on ne pourrait pas maintenir et même améliorer notre système de retraites par répartition construit en application du programme du Conseil National de la Résistance à la Libération !**

## Une dégradation programmée à terme

Génération	1938	1955	1985
Année de liquidation	1998	2015	2045
Salarié non cadre secteur privé	81,5%	66,5%	47%
Cadre du privé	55%	42,5%	35%
Fonctionnaire	81 %	61 %	53%
Fonctionnaire 20% de primes	67,5%	52%	55%

Sources: rapport annuel sur la Fonction publique ; SNES à partir des données du service des pensions du MEN; IRES et CGT; annexe au PLF 2010.



**Chiffres, argumentaires, diaporama :**  
**www.fsu.fr dossier RETRAITES**

## Des pensions plus faibles

De 2002 à 2007, les taux de pension ont décliné de 1,5 % dans la Fonction publique (1,1 % pour les hommes et 1,8 % pour les femmes).

En 2008, 46,7 % des fonctionnaires de la Fonction publique territoriale voient leur pension liquidée au niveau du minimum garanti ; ils sont 10,4% dans la Fonction publique de l'État.

*Ircantec (retraite complémentaire des non titulaires, qui relève du régime général) : la réforme de 2008 organise une baisse de 36 % du taux de rendement. Pour le même droit à retraite, un point coûtant 2,896 € en 2008 coûtera 4,514 € en 2017.*

## Des inégalités accrues

Pour les salariés n'ayant pas valide la durée requise, une double peine est prévue : la pension proportionnelle est minorée par une décote de 5 % par an. La décote est calculée sur le nombre de trimestres manquants ou en fonction de l'écart entre l'âge de départ et 65 ans. (Valeurs prévues pour 2020 dans la Fonction publique). Par exemple, les 10% des certifiés liquidant les pensions aux taux le plus élevé en 2008 ont une pension au moins égale à 1,56 fois celles des 10% les plus faibles. Ce rapport était de 1,49 en 2002.



Stage de formation du SNUipp sur les retraites en avril dernier à La Valette.

## Des carrières plus longues

L'âge moyen au départ a progressé de 8 mois entre 2002 et 2008 dans la Fonction publique.

Le nombre de bonifications recule : ainsi les femmes bénéficiant d'une bonification pour enfant régresse de 88 % (2003) à 73,1 % (2006). La durée moyenne des bonifications n'est plus que de 7,6 trimestres pour 8,7 en 2003. Reporter son départ a servi à compenser ce recul.



## Qui subit la décote ?

Au régime général, « la décote s'applique aux femmes moins qualifiées, en moins bonne santé et souvent au chômage ». « Comme les femmes, les décotants hommes sont plus souvent au chômage ou en moins bonne santé » (*Retraite et société, juin 2009*) .

18 % des pensionnés de 2009 pour la FPE (30 % pour les seuls enseignants du 1<sup>er</sup> degré) pour une perte mensuelle moyenne de 34 €, 3 % pour la FPT et une moyenne de 25 € (la part des pensions décotées qui sont relevées au minimum ne sont pas décomptées) .

**Au ministère de l'éducation nationale**, « le taux de pension des femmes est inférieur de 3,9 points à celui des hommes. Les femmes sont un peu plus touchées par la décote : 19,2 % contre 18,7% pour les hommes. Les hommes bénéficient plus souvent d'une surcote (33,9 % contre 24 %) pour un nombre de trimestres plus important (4,1 % contre 3,4 %) .

*Note d'information du MEN juin 2009.*

## Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites

Toutes les dispositions prises depuis 1993 (calcul sur les 25 meilleures années, indexation sur les prix et non plus sur les salaires des actifs, allongement de la durée de cotisation sous peine de décote...) ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 %.

Le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de la retraite à 60 ans en le portant à 62, voire 65 ou 67

ans, comme le demande le Medef, et en remettant en cause le calcul sur les six derniers mois d'activité des retraités du secteur public.

Le COR dessine les contours d'une réforme pour remplacer notre système par un autre « par points » ou « par comptes notionnels ». Dans les deux cas, il s'agirait de ne plus avoir à assurer un taux de remplacement du salaire défini à l'avance et de

faire de la variation du niveau des pensions le moyen d'équilibre financier des régimes.

La vraie raison des mesures qui s'annoncent n'est pas liée à la démographie. La crise financière a provoqué une récession et donc une flambée des déficits publics. Les États continuent benoîtement à financer leurs déficits en empruntant sur ces mêmes marchés financiers. Réduire ces déficits pourrait se

faire par une taxation du capital. Mais les spéculateurs refusent évidemment cette solution, demandent que les États donnent des gages et exigent une réduction des dépenses publiques.

Une alternative à cette régression sociale existe pourtant. Nous souhaitons contribuer à une vaste mobilisation citoyenne (réunions publiques, appels locaux...) pour stopper cet engrenage.

Site : <http://www.exigences-citoyennes-retraites.net/>

# Garantir les retraites par l'augmentation des financements

**Le gouvernement privilégie les seules pistes de l'allongement de la durée de cotisation ou le report de l'âge légal de la retraite.**

Sarkozy nous l'avait assuré : la réforme de 2003 avait sauvé les retraites par répartition. Singulière victoire, quand 81% des salariés s'estiment « peu ou pas confiants quant à la garantie de toucher une retraite satisfaisante » (1) ! Pourtant le Président nous convie en 2010 à un nouveau rendez vous, assurant que tout serait « sur la table ». Les déclarations gouvernementales se multiplient et mettent en évidence que le gouvernement privilégie les seules pistes de l'allongement de la durée de cotisation ou le report de l'âge légal de la retraite. Or, reculer

l'âge de départ en retraite toucherait encore plus ceux qui ont un travail pénible ou difficile et ne serait pas indolore car l'âge d'un départ sans décote serait repoussé d'autant et le mécanisme de la décote ferait encore plus de dégâts ! Au nom de « l'équité », Darcos a avancé la nécessité d'une nouvelle réforme dans la Fonction publique. La FSU rappelle, que s'agissant de régimes de construction différente, cette approche n'a de sens qu'en terme d'objectifs communs. Les réformes de 1993 et 2003 conduisent à la baisse des

pensions. Ainsi, dans la Fonction publique, alors même que l'ampleur des mesures est encore loin de celle qui est prévue à terme, et malgré le biais statistique (2), de 2002 à 2007 les personnels ont dû retarder leur retraite de six mois en moyenne et ont vu dans le même temps leur taux de pension diminuer de 1,5%. Ce sont les salariés qui ont connu les carrières les plus courtes, des périodes de précarité qui subissent le plus cette baisse. Les femmes sont tout particulièrement concernées. Dans la Fonction publique, du fait qu'une partie

d'entre elles a perdu la bonification pour enfant d'une année, la baisse du taux est pour elles de 1,8% (1,1% pour les hommes). Imposer un débat public sur les retraites, rien de plus urgent ! Le gouvernement tente de l'esquiver en 2010. Une réforme systémique, sujet du prochain rapport du COR, lui permettrait de l'esquiver aussi à l'avenir.

Le gouvernement occulte la baisse programmée des pensions par les réformes et exclut d'accroître les moyens de financement des régimes de retraite pourtant incontournable si on veut préserver le niveau de vie des retraités. La FSU s'emploiera à mener ce débat avec toutes les forces disponibles. De son point de vue, c'est bien la piste du financement qu'il faut investir, comme celle de l'emploi, car le chômage explique en partie les déficits. L'enjeu est bien de garantir le niveau des pensions dès 60 ans.

(1) IFOP pour JDD, janvier 2010  
(2) Il n'est pas encore possible de travailler sur les générations ; seuls les départ d'une année, mêlant des personnes qui se voient appliquer des règles différentes sont accessibles.



## La FSU appelle à se mobiliser

**La FSU réaffirme la défense des 37,5 annuités, les 75% et le calcul sur les six derniers mois.**

Le Congrès national de la FSU réuni à Lille du 1er au 5 février 2010 appelle les personnels de la fonction publique à se mobiliser pour défendre avec l'ensemble des salariés les retraites par répartition, et empêcher toute nouvelle régression. Les réformes Balladur de 1993, la loi Fillon de 2003, annoncées comme devant sauver le système de retraites par répartition ont au contraire conduit à des dégradations extrêmement fortes en pénalisant lourdement les femmes, les salariés qui ont connu le chômage, la précarité, le temps partiel et en instituant des mécanismes pesant sur le niveau des pensions. Aujourd'hui, pour l'ensemble des salariés, le gouvernement envisage de reporter

l'âge légal de départ à la retraite. Pour les fonctionnaires, il envisage également de dégrader encore les pensions en supprimant la référence des 6 derniers mois dans le calcul du montant des pensions. La FSU réaffirme la défense des 37,5 annuités, les 75% et le calcul sur les six derniers mois. La FSU, première organisation de la fonction publique, s'est prononcée dans son congrès contre toute nouvelle dégradation des retraites et pour la défense du code des pensions. Elle s'oppose à l'alignement des régimes de retraite dont le but est de cautionner la baisse des pensions et celle des retraites pour l'ensemble des salariés. Pour la FSU, il s'agit de répondre aux

revendications des salariés pour obtenir une retraite à taux plein et garantir le départ à 60 ans selon des modalités propres aux différents régimes. La FSU défend le maintien du niveau de vie des salariés au moment où ils cessent leur activité. Pour cela il faut accroître les moyens de financement des régimes de retraite et privilégier des politiques favorables à l'emploi et aux salaires. Une réforme systémique comme celle étudiée dans le cadre du COR ne répond pas à cette exigence et fait, au contraire, le choix de la baisse des pensions. La FSU s'engage à tout mettre en œuvre pour mobiliser les fonctionnaires et agents publics et sera à l'initiative pour combattre toute régression dans le public et le privé.

# CAPD du 30 mars

## CAPA-SH, liste d'aptitude PE et questions diverses du SNUipp.

Après avoir lu la seule déclaration liminaire de la commission, vos élus du SNUipp sont intervenus tout au long des débats de cette commission.

### Départs en stage CAPA-SH : 85 postes vacants dans l'ASH et 18 départs en formation...

Malgré un nombre important de postes ASH vacants, l'IA n'a proposé que 16 départs à l'entrée de la CAPD (85 postes spécialisés vacants dans le Var : 25 D, 29 E, 13 F, 6 G, 4 C, 5 B, 3 A). Il aura fallu des interventions appuyées du SNUipp pour faire augmenter le nombre global de départs à 18, ce qui reste néanmoins nettement insuffisant. Les départs s'organiseront ainsi : 8 option D, 8 option E, 2 option G. Le SNUipp a insisté sur la nécessité de maintenir des stages de formation dans le Var (IUFM de Draguignan en l'occurrence) ce qui n'était pas acquis dans la première proposition de l'IA avec seulement 6 départs en formation option E) et qui est rendu possible par l'augmentation obtenu du nombre de départs dans l'option E.

Le SNUipp est par ailleurs intervenu pour demander des départs en option F afin d'assurer la constitution d'un stage académique (voir dans la déclaration du SNUipp le nombre de départs en formation dans les Alpes Maritimes).

### Liste d'aptitude intégration corps PE

Avec 54 possibilités d'intégration pour l'année 2010, les 37 candidats varois ont été retenus.

### Questions diverses du SNUipp

#### ■ Accueil des lauréats au concours 2010 :

L'IA maintient son projet qui consiste à bloquer des postes sur le terrain dès septembre pour les futurs lauréats du mois de juillet (Jusqu'aux vacances d'automne, les futurs lauréats passeraient 2 jours dans leur classe et 2 jours dans la classe d'un IPEMF, puis jusqu'en Mars ils passeraient 10

semaines en classe et 3 semaines à l'IUFM, puis ils resteraient dans leur classe jusqu'à la fin de l'année). Le SNUipp a rappelé son opposition à ce dispositif et précisé que par ailleurs il interpellait le ministère pour dénoncer le dispositif proposé dans le Var (le ministère préconise d'affecter les futurs lauréats en surnombre).

#### ■ Postes bloqués dans le Mouvement 2010 :

Le SNUipp a demandé la publication rapide de la liste des postes que l'IA entendait bloquer pour les 90 futurs lauréats ainsi que la liste des postes fléchés langue vivante bloqués pour les T1. Concernant la première liste, l'IA a dit qu'elle serait rendue publique mercredi 31 mars. Pour ce qui est de la 2ème liste, l'IA a annoncé à la CAPD qu'il ne réserverait pas de postes fléchés langue vivante pour les T1.

#### ■ Situation des psychologues scolaires exerçant sur 2 circonscriptions :

Pour répondre au SNUipp, l'IA a déclaré qu'il n'y aurait qu'un seul rattachement administratif même si le service était partagé à part égale entre deux circonscriptions différentes. Aucune mesure de priorité « carte scolaire » n'étant prévu pour les collègues dans ce cas de figure.

#### ■ Information des personnels concernés par un changement l'an prochain :

L'IA a répondu au SNUipp que des courriers étaient envoyés aux 400 personnes concernées par le changement de leur service suite au redéploiement des RASED et à la création de la nouvelle circonscription de Garéoult.

#### ■ Prime pour les évaluations CE1 et CM2 :

L'IA n'a pas d'information concernant l'éventualité de reconduire la prime liée aux évaluations CE1 et CM2.

#### ■ Paiement des stages étudiants :

Après avoir rappelé son opposition à ce dispositif, le SNUipp a demandé des comptes sur le paiement des stages en responsabilité effectués par des étudiants. L'IA a répondu que le paiement s'effectuerait en avril et mai 2010.

## Déclaration du SNUipp-FSU à la CAPD du 30 mars

Cette CAPD se tient une semaine après une mobilisation importante dans les écoles varoises. Malgré le camouflet électoral subi par la majorité présidentielle lors des élections régionales, le pouvoir en place s'entête dans ces contre-réformes. Pourtant la colère gronde. Ce gouvernement fait mine de ne rien entendre et maintient un budget de l'éducation qui poursuit les régressions et qui poursuit le choix de l'abandon de l'ambition éducative. Le secteur de l'ASH sera un des premiers à subir le contre-coup de ce budget d'austérité.

Suite aux interpellations des organisations syndicales, des associations professionnelles et des parents d'élèves, le ministère vient d'annoncer la constitution d'un groupe de travail en vue de l'élaboration d'une instruction aux Inspecteurs d'Académie. Celle-ci indiquerait

notamment que l'effectif global des postes RASED devra être maintenu à son niveau actuel, ce qui inclut les postes de réseaux affectés en « surnuméraires » sur une ou deux écoles. Les modalités de formation devraient être adaptées, sans remettre en cause le volume global d'heures de formation, pour permettre à un maximum de candidats de pouvoir postuler. Ce résultat est à mettre à l'actif de la mobilisation qui se maintient et même s'élargit sur ce sujet. Le SNUipp continue de demander le rétablissement de tous les postes supprimés.

Aujourd'hui cette CAPD va traiter des départs en stage CAPA-SH varois. Si nous apprécions la volonté affichée concernant la nécessité de RASED complets dans toutes les circonscriptions, nous regrettons que cela se fasse à moyens constants, déshabillant une circonscription pour en

habiller une autre. Pour le SNUipp, il est nécessaire de partir des besoins recensés par les équipes enseignantes. Le SNUipp reste particulièrement vigilant quant à l'équilibre des formations et des lieux de formation dans l'académie. Précisons ici que le département voisin a retenu 1 départ en A, 9 en D, 7 en E, 7 en F et 1 en G. Dans un Budget très insuffisant, un déséquilibre s'accroissant dans notre académie serait incompréhensible voire intolérable. Dans le Var, nous nourrissons des inquiétudes au sujet du maintien et du développement des formations RASED dans le département. Du nombre de départs que vous accorderez aujourd'hui dépendra l'organisation de formations sur le sol varois. 8 départs sont nécessaires pour la constitution d'un groupe dans l'option D ou

dans l'option E, et le trajet jusqu'à Nice risquerait de décourager bon nombre de candidats varois. Pour ce qui est de l'option F, il convient d'assurer un nombre de départs suffisants pour compléter les candidatures niçoises. Les personnels des RASED sont indispensables et méritent toute votre attention, en terme de formation mais aussi d'information, alors qu'un redéploiement départemental est opéré sans que les personnels concernés ne soient contactés. Alors oui, l'École de la réussite de tous les élèves peut se construire dès aujourd'hui, en faisant partir l'ensemble de nos collègues en stage, elle ne se construira pas par des mesures qui visent à nous faire travailler plus sans formation, à faire que de plus en plus d'élèves parmi les plus pauvres soient en butte à l'échec scolaire.

# Circulaire de rentrée 2010

**La semaine de 9 demi-journées est encouragée...**

Dans cette circulaire, il est fait référence à la « semaine de 9 demi-journées, aux horaires décalés, et à l'articulation avec l'accompagnement éducatif ». Concernant les moyens de mise en œuvre, la circulaire est moins bavard, et pour cause, elle renvoie toutes les responsabilités aux IA. Ces derniers seront « attentifs à la gestion des rythmes, en relation avec les collectivités, les parents d'élèves et les enseignants ». Le mercredi matin sera « encouragé chaque fois qu'il rencontre l'adhésion », celle du conseil d'école s'entend.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le mercredi matin en présence des élèves n'est pas à l'ordre du jour dans le Var. Nous vous signalerons toute nouveauté dans le département. Pour tout renseignement complémentaire, ou pour faire connaître votre point de vue, contactez le SNUipp.



## Pas de bébé à la consigne

**Journée d'action le 8 avril à Toulon à l'appel de la CGT, FSU et CFDT interco (\*).**

Le collectif varois s'est réuni à plusieurs reprises à la bourse du travail de Toulon afin d'organiser la mobilisation. La journée du 8 avril a été marquée par une forte mobilisation dans les crèches varoises. Une manifestation de la préfecture à la mairie de Toulon a été organisée au sein de laquelle une délégation du SNUipp a pris place. Des audiences ont permis de faire connaître nos revendications. La mobilisation doit s'amplifier, notamment au contact des parents.

(UNSA, FO et FCPE ont été contactés mais n'ont pas répondu)



# Le SNUipp en congrès

**Le syndicat réunit son 8ème congrès national en juin.**

C'est à Brive que se déroulera le 8ème congrès national du SNUipp. L'occasion de faire le point sur l'actualité sociale, d'analyser les évolutions du monde de

l'éducation, et de poursuivre la construction de notre outil syndical. Au SNUipp tous les adhérent-e-s ont droit au chapitre et ce congrès n'échappe pas à la règle. Il se déroulera en 4 phases :

En avril, 10 Assemblées Générales dans tout le département permettent aux adhérent-e-s du syndicat de débattre à partir des textes nationaux (Fenêtres sur Cours, supplément au n° 339). Chaque AG mandate des représentant-e-s chargé-e-s de porter au congrès du Var les résultats de leurs travaux (amendements, motions, etc).

Le 7 mai se tiendra le Congrès du SNUipp

du Var à Brignoles pour faire la synthèse des travaux des AG et mandater 5 représentant-e-s du Var au congrès national.



Enfin, du 14 au 18 juin, les représentant-e-s de chaque département se retrouveront au Congrès national pour travailler sur les propositions issues des congrès départementaux et élaborer la feuille de route du SNUipp dans les mois à venir.

Voilà notre conception du syndicalisme : débattre, proposer, construire et agir en partant du terrain. Cela est exigeant mais nécessaire pour une démocratie participative.

**Ne laissez pas d'autres personnes décider à votre place : prenez la parole !**

## 10 assemblées générales ouvertes à tous les adhérents

**Afin de préparer le congrès départemental du 7 mai à Brignoles et de mandater la délégation varoise qui se rendra en juin au congrès national à Brive, les adhérents du SNUipp sont invités à participer à l'une des AG ci-dessous :**

### 23 avril (17h/18h)

- **Saint-Maximin** : école élémentaire Jean Moulin
- **La Seyne** : école maternelle Jean Zay

### 26 avril (17h/18h)

- **Saint-Cyr** : école élémentaire Jean de Florette
- **Fréjus** : école élémentaire Les Eucalyptus
- **Toulon** : école élémentaire Mistral
- **Sainte - Maxime** : école élémentaire Siméon Fabre, à 16h30

### 27 avril (17h/18h)

- **La Garde** : école élémentaire Zunino2
- **Draguignan/Saint Paul/Le Muy** : école élémentaire Daudet Draguignan

### 30 avril (17h/18h)

- **Brignoles** : maternelle Jaurès
- **Hyères/Cuers** : école élémentaire Puget Ville

Le SNUipp et la FSU reconnaissent dans leurs statuts le droit des adhérents de se constituer en tendances. Une originalité unique dans le monde syndical enseignant. Les tendances, les sections départementales et les syndicats nationaux représentent un triptyque garant de la diversité des points de vue et des analyses permettant de synthétiser une ligne de marche plurielle et représentative des débats de notre profession et des adhérent-e-s du syndicat.

## Contribution de la tendance Unité et Action

Unité  
Action

### M'en voudrez vous beaucoup si la révolte gronde...

Dans un contexte social dégradé par le chômage, la précarité et les bas salaires, les résultats du premier tour des élections régionales montrent le mécontentement de la population à l'égard de la politique menée par le président de la république. Mais ce sont aussi les « dérapages » de plus en plus fréquents des membres de la majorité gouvernementale qui suscitent l'indignation. Opposer entre eux tous ceux qui souffrent aujourd'hui des politiques libérales, stigmatiser des individus en développant des propos racistes, renvoyer les immigrés chez eux, faire référence à

une France « traditionnelle » qui n'a jamais existé, rappelle de très mauvais souvenirs, et le vote Front National ne peut que nous inquiéter.

Le médiateur de la République, dans son rapport 2009 pointe le fort sentiment d'injustice dans une société où la réalité de la fracturation sociale n'a jamais été aussi aiguë. Les services publics sont au cœur des enjeux, et nous devons multiplier les initiatives. Alors que le gouvernement vient de publier son troisième rapport d'étape sur la mise en oeuvre de la RGPP, l'opinion est en effet bien loin d'être convaincue par ses choix politiques. Les agents de la FP contestent aussi cette politique. Les nombreuses mobilisations en cours dans différents secteurs (Justice, Santé, Environnement, Éducation...) avec parfois l'implication des usagers en sont l'illustration.

La préparation de la rentrée s'accompagne de manifestations et de rassemblements comme le 24 mars dernier à Toulon à l'appel du SNUipp.

Déjà, les déclarations claires de la FSU et de plusieurs organisations syndicales ont contraint Eric Woerth à prendre quelque recul avec les annonces sur les 6 derniers mois. Ne nous y trompons pas, c'est en

menant le débat avec les fonctionnaires mais aussi avec les salariés du privé, pour ne pas tomber dans le piège de la division, et pour rassembler que nous ferons reculer le gouvernement. En rappelant inlassablement que les salaires et l'emploi sont les conditions essentielles pour garantir le système de retraites et l'ensemble de la protection sociale, et qu'il faut donc faire partager par le plus grand nombre la revendication d'un nouveau partage des richesses plus favorables aux salariés, quand ceux-ci se voient jetés à la rue ou sous-payés, alors que les profits sont de nouveau en hausse. Cela doit s'accompagner d'une véritable réflexion sur la politique industrielle, Le mouvement syndical par les actions menées dans les différents secteurs est l'antidote au désespoir et à la résignation.

## ENJEUX

### la revue d'Unité Action

Pour s'abonner au mensuel du courant de pensée unitaire de la FSU, envoyer 35 euros (45 euros en abonnement de soutien) ainsi que vos coordonnées à l'adresse suivante

Michel OSSAKOWSKY - Unité et Action  
30 rue de Romainville 93 130 Noisy le Sec

## Contribution de la tendance Émancipation

Émancipation  
tendance intersyndicale

### Du congrès de la FSU au congrès du SNUipp

La FSU a tenu son congrès à Lille début février et **Émancipation**, (28 délégués) y a activement participé en se positionnant comme la première tendance d'opposition de la FSU.

Nous avons mené la bataille pour que la FSU adopte des mandats offensifs sur les enjeux de la période, sur la base de revendications unifiantes pour les personnels et de défense du service public d'Éducation : abrogation des décrets et retrait de la circulaire sur la "mastérisation", retrait de la réforme des lycées, abandon des évaluations CE1 et CM2 et soutien aux désobésisseurs, titularisation de toutes les précaires sans conditions de concours ni de nationalité, nationalisation laïque de l'enseignement privé confessionnel et patronal, sans indemnités ni rachat. Nous avons soutenu plusieurs amendements dont l'abrogation de la LOLF ou l'abrogation de la loi sur le Service Minimum d'Accueil dans le premier degré.

Refusant une recomposition

syndicale alignée sur "le dialogue social", la soumission aux "réformes" et à l'appareil d'État - et aux diktats de la Commission européenne - nous avons souligné l'urgence pour la FSU de développer une perspective anticapitaliste, avec rupture du dialogue social, retrait du projet de loi issu des accords de Bercy, et en particulier, sur les retraites, sortie du Conseil d'Orientation des Retraites (COR) et réaffirmation des revendications (60 ans, 37,5 annuités). Nous avons contribué activement au recul de la direction nationale - contrainte de reporter la décision après un vote des syndiqués - sur l'adhésion à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) que nous avions dénoncée. Nous avons montré les limites d'un rapprochement avec la CGT sur l'axe du "syndicalisme de proposition", étalant pendant le discours de Bernard Thibault une grande banderole "Les CONTI de la FSU te saluent" !

Devant les résistances, l'appareil de la FSU a fait montre d'une gestion crispée du congrès parfois limite du point de vue de la démocratie. La direction UA a bénéficié de l'appui de la plupart des délégués EE au moment des votes finaux et du "mutisme" de courants réputés oppositionnels sur le "dialogue social"... Sur l'action, nous avons proposé d'impulser un mouvement d'ensemble de la maternelle

à l'université, vers la grève générale et de coordonner les luttes au niveau national.

### Le gouvernement accélère le tempo

Alors que le pouvoir, défait aux Régionales, annonce la poursuite et l'accélération de son programme de destruction qu'il entend parachever cet été, le SNU-IPP va tenir son congrès national en juin 2010 à Brive. Chaque département doit auparavant tenir un congrès pour débattre et amender les textes préparatoires des 3 thèmes proposés dans une perspective de défense d'une école publique pour tous. Dans le Var, ce congrès se tiendra le 27 mai à Brignoles. **Émancipation** y portera ces revendications sur des problématiques qui lui sont chères, en particulier la laïcité, Base élève, l'évaluation, les conséquences de "l'autonomie" et de la "réforme de l'État" sur nos écoles, la formation des maîtres, la défense des salaires, des emplois, de nos droits et de nos retraites...

Elle organisera une réunion varoise de la tendance pour préparer le congrès, ouverte à tous les adhérents et sympathisants, dont le lieu et la date seront diffusés sur notre site.

Plus d'informations sur  
<http://83.emancipation.fr>

Mail : [emancipation83@wanadoo.fr](mailto:emancipation83@wanadoo.fr)

# Petite enfance : colloque FSU et CGT

**Deuxième colloque national entre les deux organisations. Un travail indispensable qui permet de croiser les analyses et tracer des perspectives unitaires. Compte rendu de la délégation varoise du SNUipp-FSU.**



La scolarisation des enfants de moins de trois ans qui est gratuite au sein de l'Éducation nationale deviendrait alors payante dans le cadre des jardins d'éveil !

S'il y a urgence à créer massivement des structures d'accueil, cela ne peut se faire n'importe comment. La réflexion doit se centrer autour des besoins fondamentaux du jeune enfant et de l'exigence du développement de structures d'accueil de qualité.

L'accueil et la scolarisation des jeunes enfants dans des structures très diverses et à l'école maternelle se sont développés en corrélation avec le développement du travail féminin et les évolutions globales de la société. Les pouvoirs publics doivent, en conséquence, mettre en place des politiques familiales, éducatives et sociales de progrès.

L'accueil et l'éducation de la petite enfance posent aussi des questions en terme d'aménagement du territoire.

Dans un contexte d'urbanisation rapide, ce sont les collectivités territoriales qui ont été amenées à mettre en place des structures d'accueil. Mais les disparités territoriales sont massives. Le clivage entre milieu urbain et milieu rural ne s'atténue pas. Cela nécessite l'élaboration d'un cahier des charges national.

Des structures d'accueil et de scolarisation des jeunes enfants de qualité nécessitent la mise en place de normes nationales garantissant la qualité de l'accueil. Ces normes impliquent des personnels qualifiés, formés, correctement rémunérés. La qualité est aussi dépendante des taux d'encadrement qui doivent être adaptés.

**Au regard de ces enjeux, le rôle des services publics d'accueil et d'éducation de la petite enfance revêt un caractère fondamental, et l'intervention publique apparaît comme un puissant levier de réponse aux besoins sociaux.**

Afin d'aborder l'ensemble de ces sujets et de contribuer à l'élaboration de réponses d'avenir en

terme d'accueil, d'éducation et de scolarisation de la petite enfance, la FSU et la CGT ont invité usagers, salariés, militants, représentants des collectivités territoriales, professionnels de l'accueil et de l'éducation de la petite enfance à une journée de débat dans le cadre d'une initiative nationale décentralisée à Toulouse samedi 27 mars.

Une délégation varoise a participé à ces riches travaux au cours desquels sont intervenus : Corinne Mayer, représentante du Syndicat National des Médecins de PMI, Muriel Prudhomme, directrice du Service de PMI du CG de l'Essonne, Pierrette Calvao, membre de la direction e la Fédération CGT des Services Publics, Benjamin Poiret du SNUCLIAS-FSU, Laurence Planet, directrice la crèche de l'Université Paul Sabatier, Janluc Bastos, intervenant en Sociologie à l'Université du Mirail, Marianne Baby pour le SNUipp-FSU. Bernadette Groison, Secrétaire Générale de la FSU et Bernard Thibault sont intervenus sur le thème et la démarche de travail commun entre nos deux syndicats. Gilles Moindrot, Secrétaire Général du SNUipp-FSU a clôturé la journée en appelant à poursuivre les actions engagées.

Après la grève du 11 mars, une nouvelle journée est prévue le 8 avril à laquelle le SNUipp-FSU du Var a participé (lire page 10) dans le cadre du Collectif « Pas de Bébé à la consigne ».

[www.pasdebebesalaconsigne.com](http://www.pasdebebesalaconsigne.com)

*Colloque FSU et CGT à Toulouse*

